



# ecovadis

## Rapport d'évaluation RSE EcoVadis

Entreprise évaluée:  
EMOTIC SAS

Score global: 70 /100  
septembre 2021

Performance RSE : Avancée

Taille: XS

Pays du siège social: France

Opérations dans un ou des pays à risque: Non

Secteur d'activité: Programmation informatique; conseils  
et activités connexes

## TABLE DES MATIÈRES

1. Vue d'ensemble de la performance RSE
2. Avantages de l'évaluation
3. Processus d'évaluation
4. Méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis
  - A. Quatre thèmes et 21 critères
  - B. Sept indicateurs de management
5. Comprendre une fiche d'évaluation
  - A. Données quantitatives : scores et critères activés
  - B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration
  - C. Échelle de notation
6. Environnement
7. Social & Droits de l'Homme
8. Éthique
9. Achats Responsables
10. Observations « Veille 360° »
11. Commentaires spécifiques
12. Nous contacter
13. Annexe: Profil de risque secteur

## À PROPOS DE LA RSE

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) désigne l'engagement continu des entreprises à agir de manière responsable par l'intégration volontaire de préoccupations sociales et environnementales à leurs opérations commerciales. La RSE va au-delà du simple respect des réglementations, elle s'intéresse à la façon dont les entreprises gèrent leurs impacts économique, social et environnemental, ainsi que leurs relations avec leurs parties prenantes (par ex. : collaborateurs, partenaires commerciaux, gouvernement).

## À PROPOS DE L'ÉVALUATION

Conformément à la méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis, nous évaluons les politiques et actions des entreprises, ainsi que les rapports qu'elles publient sur l'environnement, le social et les droits de l'homme, l'éthique et les achats responsables. Notre équipe d'experts internationaux analyse et recoupe des données d'entreprises (documents justificatifs, observations « Veille 360° », etc.) pour créer des évaluations fiables et personnalisées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

## À PROPOS D'ECOVADIS

EcoVadis propose l'une des principales solutions de suivi RSE dans les chaînes d'approvisionnement globales. En alliant technologie innovante et expertise en matière de RSE, nous nous efforçons d'impliquer les entreprises et de les aider à adopter des pratiques durables.

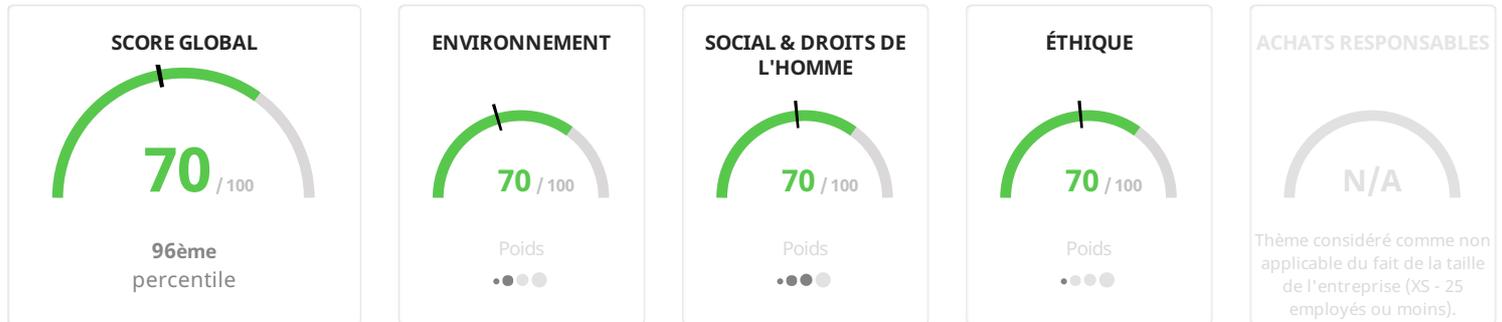
---

*Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, modifiée ou distribuée sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite préalable d'EcoVadis. Document fourni par contrat pour l'usage exclusif de l'abonné :*

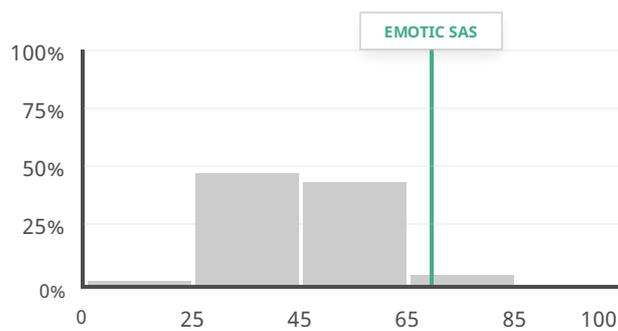
# 1. VUE D'ENSEMBLE DE LA PERFORMANCE RSE

## Détail du score

Performance en matière de RSE ● Insuffisante ● Partielle ● Modérée ● Avancée ● Excellente — Score moyen

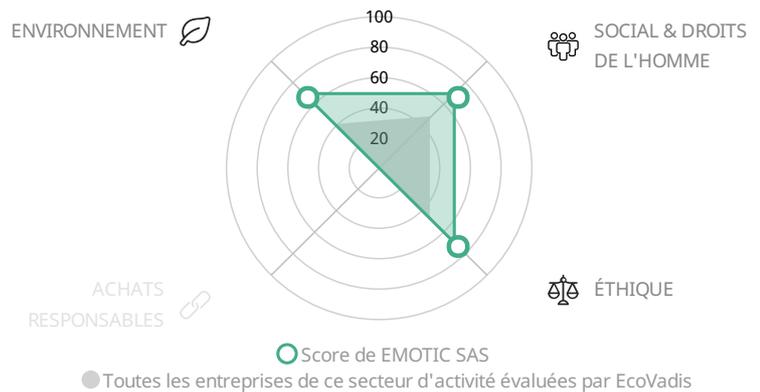


## Répartition des scores globaux



● Toutes les entreprises de ce secteur d'activité évaluées par EcoVadis (sauf les entreprises de taille XS (25 employés ou moins), qui ne sont pas soumises à l'évaluation des Achats Responsables)

## Comparaison des scores de thème



## Plan d'actions correctives en cours

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager des feedback. EMOTIC SAS a mis en place un plan d'actions correctives et travaille à l'amélioration de son système de gestion de la RSE.



EMOTIC SAS a reçu une médaille d'or pour sa performance RSE ! Pour recevoir cette médaille, les entreprises doivent obtenir un score global de 66-73.

\* Vous recevez ce score/cette médaille sur la base des informations communiquées et des news mises à la disposition d'EcoVadis au moment de l'évaluation. Si des informations ou des circonstances changent sensiblement au cours de la période de validité de la fiche d'évaluation/médaille, EcoVadis se réserve le droit de retirer temporairement la fiche d'évaluation/médaille de l'entreprise, afin de réévaluer et de publier/d'octroyer éventuellement une fiche d'évaluation/médaille révisée.

## 2. AVANTAGES DE L'ÉVALUATION

### Comprendre :

**Obtenir une vision claire de la performance RSE d'une entreprise.** La fiche d'évaluation est le résultat final d'une évaluation EcoVadis. Elle inclut une notation et une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise sur quatre thèmes, sur une échelle de 0 à 100, et souligne les forces ainsi que les points d'amélioration.

**Situer une entreprise par rapport à son secteur d'activité.** Obtenir une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise par rapport à son secteur d'activité avec un graphique de distribution des scores et comparaisons des scores de thème.

**Identifier les tendances du secteur d'activité.** Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

### Communiquer :

**Répondre aux besoins du client.** De plus en plus d'entreprises s'interrogent sur la performance environnementale et sociale de leurs partenaires commerciaux. L'évaluation EcoVadis permet aux entreprises de démontrer leur engagement.

**Tirer parti d'un outil de communication unique.** Grâce à la fiche d'évaluation EcoVadis, les entreprises échappent à la lassitude des audits et peuvent simplement partager une évaluation unique avec tous les clients qui en font la demande.

## 3. PROCESSUS D'ÉVALUATION

1

### Demande client

Les responsables achats, RSE, EHS et durabilité au sein des entreprises qui souhaitent évaluer les risques de RSE au sein de leur chaîne d'approvisionnement demandent une évaluation EcoVadis pour leurs partenaires commerciaux.

2

### Questionnaire

En fonction des facteurs de risque RSE spécifiques d'une entreprise, un questionnaire personnalisé est créé. Il contient 20 à 50 questions adaptées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

3

### Analyse des documents

Les entreprises doivent fournir des documents justificatifs avec leurs réponses au questionnaire. Ces documents sont examinés par nos analystes RSE.

4

### Informations publiques

Les informations de l'entreprise rendues publiques, la plupart du temps sur le site web de l'entreprise, sont également recueillies comme preuve de sa performance RSE.

5

### Observations « Veille 360° »

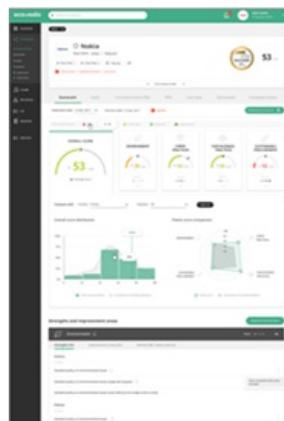
Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, identifiées via plus de 2 500 sources de données. Elles peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.

6

### Analyse experte

Nos analystes combinent tous ces éléments pour créer une fiche d'évaluation unifiée par entreprise.

### FICHE D'ÉVALUATION



## 4. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION RSE ECOVADIS

### A. Quatre thèmes et 21 critères

Les évaluations EcoVadis portent sur 21 enjeux regroupés en 4 thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables). Les 21 enjeux ou critères sont tirés de normes RSE internationales, telles que les principes du Pacte Mondial, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Global Reporting Initiative (GRI), la norme ISO 26000 et les principes de CERES.

#### 21 critères RSE

#### 1. ENVIRONNEMENT

##### OPÉRATIONS

Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre  
Eau  
Biodiversité  
Pollutions locales & accidentelles  
Matières premières, produits chimiques & déchets

##### PRODUITS

Utilisation du produit  
Fin de vie du produit  
Santé & sécurité des consommateurs  
Promotion et services environnementaux

#### 3. ÉTHIQUE

Corruption  
Pratiques anticoncurrentielles  
Gestion responsable de l'information

#### 2. SOCIAL & DROITS DE L'HOMME

##### RESSOURCES HUMAINES

Santé & sécurité des employés  
Conditions de travail  
Dialogue social  
Gestion des carrières & formation

##### DROITS DE L'HOMME

Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains  
Diversité, discrimination & harcèlement  
Droits de l'homme des parties prenantes externes

#### 4. ACHATS RESPONSABLES

Pratiques environnementales des fournisseurs  
Pratiques sociales des fournisseurs

### B. Sept indicateurs de management

Les évaluations EcoVadis mesurent la qualité du système de gestion RSE d'une entreprise en examinant sept indicateurs de management. Ces derniers sont utilisés pour personnaliser davantage l'évaluation. Ils permettent de pondérer les quatre thèmes et 21 critères RSE suivants.



#### Politiques (pondération : 25 %)

1. Politiques : déclarations, politiques, objectifs, gouvernance
2. Adhésion : adhésion à des initiatives RSE externes

#### Actions (pondération : 40 %)

3. Mesures : mise en place de mesures et d'actions (par ex. : procédures, formation, équipement)
4. Certifications : Certifications et labels (par ex. : ISO 14001)
5. Déploiement : déploiement de mesures et d'actions

#### Résultats (pondération : 35 %)

6. Rapports : rapports sur les indicateurs clés de performance (KPI)
7. 360 : condamnations, controverses, récompenses



## 5. COMPRENDRE UNE FICHE D'ÉVALUATION

Pour mieux comprendre le score global, consultez les données quantitatives (scores de thème et critères activés) et les données qualitatives (forces et points d'amélioration).

### A. Données quantitatives : scores et critères activés

#### Scores de thème :

Tout comme le score global, les scores de thème sont notés sur une échelle de 1 à 100.

#### Critères activés :

Chacun des quatre thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables) s'accompagnent de critères spécifiques associés. Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

#### Non activé

Si certains critères ne sont pas activés, le problème associé spécifique n'est pas pertinent ou présente un risque de RSE très faible pour cette entreprise.

Moyenne

Les critères d'importance moyenne sont des problèmes qui présentent un risque de RSE, mais qui ne sont pas les plus urgents à résoudre.

Élevée

Les critères de haute importance sont des problèmes pour lesquels l'entreprise fait face au plus grand risque de RSE.

#### ! Pays à risque uniquement

Les critères classés comme « Pays à risque uniquement » sont activés si l'entreprise mène des opérations significatives dans un ou plusieurs pays à risque.

### C. L'échelle de notation

|          |              |  |
|----------|--------------|--|
| 0 - 24   | Insuffisante | Aucun engagement ou aucune action concrète en matière de RSE. Preuve de certains manquements (par ex. : pollution, corruption).  |
| 25 - 44  | Partielle    | Aucune approche structurée en matière de RSE. Peu d'engagements ou d'actions concrètes sur des problèmes clés. Rapports partiels sur les indicateurs clés de performance. Certification partielle ou présence ponctuelle d'un label sur les produits.  |
| 45 - 64  | Modérée      | Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs. Rapports basiques sur des actions ou des indicateurs clés de performance.   |
| 65 - 84  | Avancée      | Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE significatifs sur des actions et des indicateurs clés de performance.  |
| 85 - 100 | Excellente   | Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur tous les problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE complets sur des actions et des indicateurs clés de performance. Pratiques innovantes et distinctions externes. |

### B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration

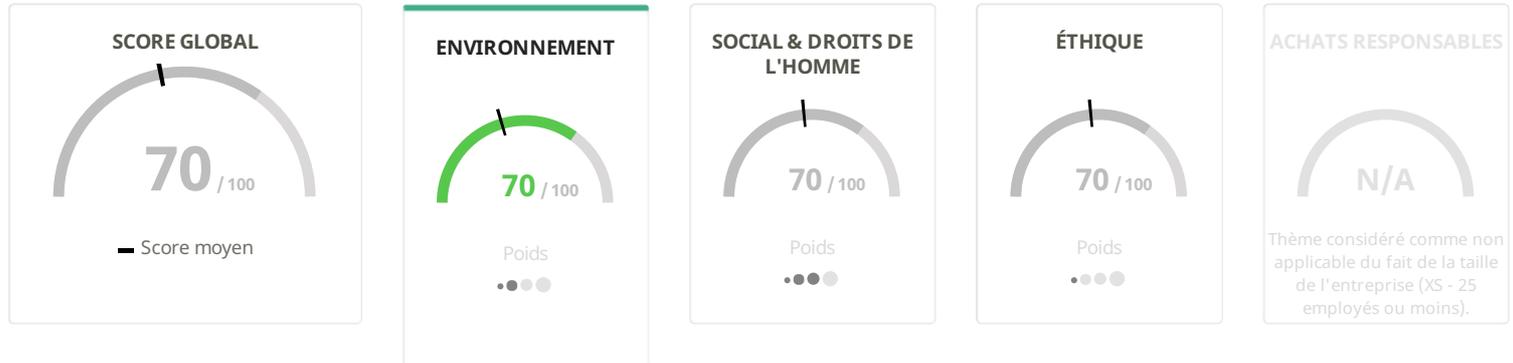
Les données qualitatives permettent de comprendre de façon plus détaillée le score d'une entreprise. Pour chaque thème, vous voyez apparaître les forces (éléments positifs du système de management RSE) et les points d'amélioration (éléments du système de management RSE à améliorer) attribués à l'entreprise. Les forces et points d'amélioration sont répartis en fonction de trois niveaux de gestion (Politiques, Actions, Résultats) et sont également classés par priorité.

Tous les points d'amélioration sont automatiquement ajoutés au plan d'actions correctives de l'entreprise. Ils sont pré-classés par priorité. Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback.

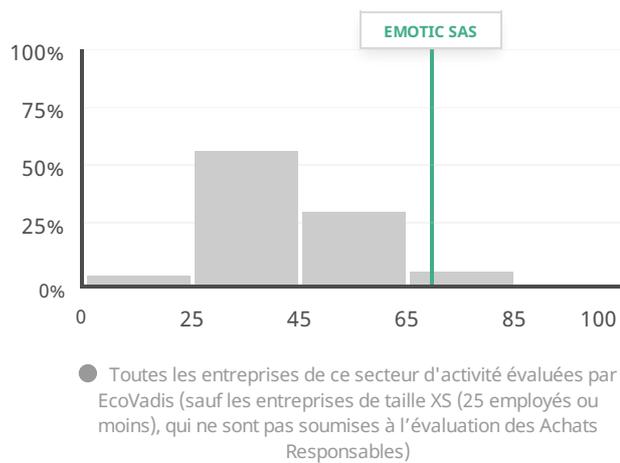
## 6. ENVIRONNEMENT

Ce thème tient compte à la fois des facteurs opérationnels (par ex. : consommation d'énergie, gestion des déchets) et de la gestion du produit (par ex. : fin de vie du produit, problèmes de santé et de sécurité des consommateurs).

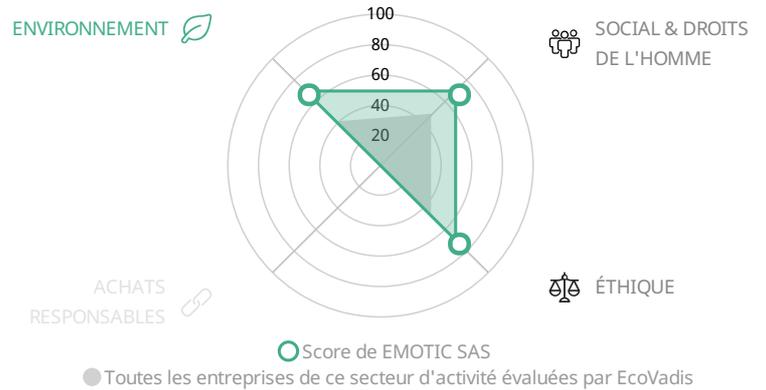
### Détail du score pour le thème Environnement



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



#### Environnement : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

#### Environnement : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.



**Forces (8)**

**Actions**

**Réduction des émissions de carbone dans le domaine du transport**

---

**Réduction de la consommation d'énergie des infrastructures informatiques**

---

**Amélioration de l'efficacité énergétique par la modernisation de la technologie ou des équipements**

---

**Recyclage des déchets de bureau (papier, carton, cartouches d'encre, etc.)**

---

**Mesures visant à réduire la consommation de papier**

**Informations**

L'entreprise a mis en place des actions concrètes pour réduire la consommation de papier liée à ses activités.

**Conseils**

Quelques exemples d'actions concrètes pourraient inclure la fourniture de catalogues en ligne pour les clients, la distribution et le stockage des documents par voie électronique (par exemple des factures, communiqué de presse, la sensibilisation du personnel sur le "besoin d'imprimer", les impressions à double face)

---

**Procédés mis en place pour recycler les équipements IT**

**Informations**

L'entreprise a mis en place des actions concrètes pour recycler le matériel informatique (ex: ordinateur, serveur, imprimante, téléphone).

**Conseils**

Quelques exemples d'actions pourraient inclure avoir recours aux services d'un entrepreneur pour la collecte et l'élimination de l'équipement, ou l'établissement d'un contrat avec le fabricant pour garantir l'élimination ou le recyclage d'ordinateurs usagés.

---

**Programme de sensibilisation/formation des employés sur les économies d'énergie**

**Informations**

L'entreprise dispose d'un programme de sensibilisation spécifique (et de formation) pour les salariés sur la réduction de la consommation d'énergie.

**Conseils**

Les programmes de sensibilisation peuvent inclure des brochures communiquées aux salariés, des avis affichés dans les zones de travail, des présentations utilisées lors des réunions afin que les salariés participent à la réduction de la consommation d'énergie. Les programmes de sensibilisation peuvent inclure notamment des directives pour éteindre les lumières en fin de journée et les appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas en cours d'utilisation, le choix d'équipements économes en énergie (par exemple pour les responsables de la gestion des installations ou pour le département des achats), et l'optimisation de l'utilisation des machines.

Résultats

Reporting RSE sur les problématiques environnementales

Informations

Il y a des preuves de reporting formel concernant le management et la mitigation de l'empreinte écologique de l'entreprise dans la documentation justificative, incluant des indicateurs clés de performance (KPI), des données statistiques ou des actions concrètes associées.

Conseils

Les items de reporting sont standards en termes qualitatifs et quantitatifs, couvrent les enjeux majeurs, sont suffisamment significatifs, et sont régulièrement actualisés. Des exemples d'indicateurs clés de performance incluent la consommation totale d'électricité, l'électricité consommée par kg de produit ou par unité produite. Un reporting complet sur les problématiques environnementales suppose que les KPI sont rapportés dans un document formel, public et accessible aux parties prenantes, et sont conformes aux lignes directrices du Global Reporting Initiative ou d'autres standards de reporting RSE externes. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Points d'amélioration (1)

Politiques

Moyenne

Politiques environnementales basiques : manquent de détails sur des questions spécifiques

Informations

L'entreprise a publié, au sujet des enjeux environnementaux, des déclarations formalisées qui manquent de détails, qui ne couvrent pas toutes les problématiques majeures auxquelles elle est confrontée ou bien qui manquent d'éléments organisationnels (p. ex. processus de révision, responsabilités attribuées ou champ d'application).

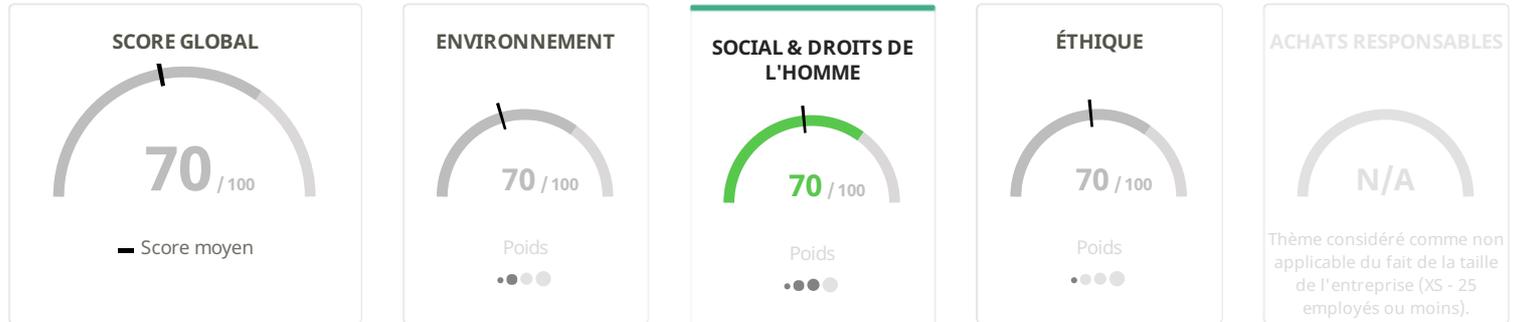
Conseils

Une politique environnementale standard intègre des engagements et/ou objectifs opérationnels sur les principaux risques environnementaux auxquels l'entreprise fait face. Elle est communiquée aux parties prenantes internes et externes par un document dédié et formalisé (politique QHSE). Une politique environnementale standard contient des objectifs qualitatifs/engagements spécifiques à ces problématiques. La politique doit également intégrer certains des éléments suivants: champ d'application, attribution des responsabilités, objectifs quantitatifs (sur la consommation énergétique et les émissions de GES) et des mécanismes de révision.

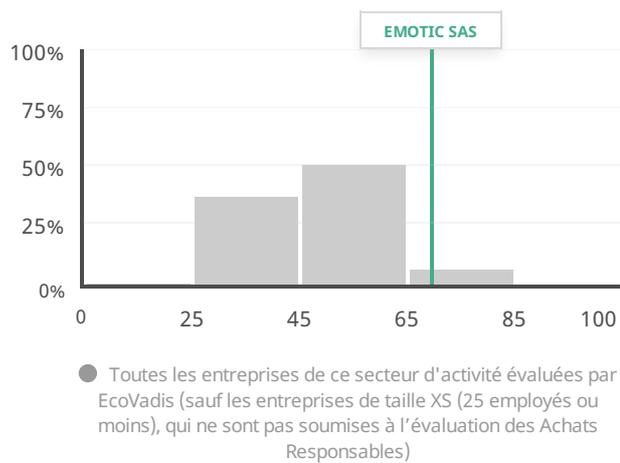
## 7. SOCIAL & DROITS DE L'HOMME

Ce thème tient compte à la fois des ressources humaines internes (par ex. : santé et sécurité des employés, conditions de travail, gestion des carrières) et des problèmes associés aux droits de l'homme (par ex. : discrimination et/ou harcèlement, travail des enfants).

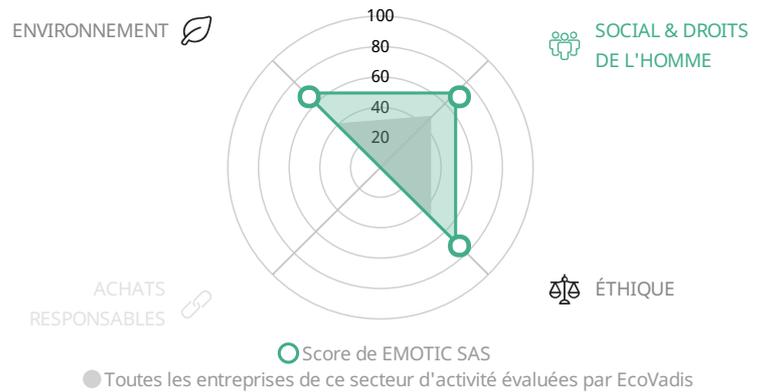
### Détail du score pour le thème Social & Droits de l'Homme



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



#### Social & Droits de l'Homme : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

#### Social & Droits de l'Homme : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

**Forces (8)****Politiques****Politique standard une majorité de questions sociales ou de droits de l'Homme****Informations**

Une politique formalisée standard de ressources humaines et de droits de l'Homme inclut des engagements et/ou des objectifs opérationnels sur les principaux risques auxquels l'entreprise fait face en la matière.

**Conseils**

Une politique de ressources humaines et de droits de l'Homme avancée inclut des engagements et/ou des objectifs opérationnels sur la majorité des risques de ressources humaines et de droits de l'Homme auxquels l'entreprise fait face, et intègre des objectifs chiffrés sur ces risques. Il est également nécessaire que cette politique intègre certains des éléments suivants: champ d'application, attribution des responsabilités, et/ou un processus de révision formalisé. Les politiques sont jugées exceptionnelles quand tous les enjeux liés aux ressources humaines et aux droits de l'Homme sont couverts par des objectifs qualitatifs et quantitatifs, en plus de tous les éléments susmentionnés.

**Actions****Organisation flexible du travail accessible aux salariés (p. ex. travail à distance, horaires flexibles)****Informations**

L'entreprise a des mesures concrètes en place pour promouvoir l'équilibre vie professionnelle-vie privée, qui ont été identifiées dans les documents justificatifs. L'entreprise propose à ses employés une organisation et des horaires flexibles pour travailler.

**Conseils**

L'entreprise a mis en place des pratiques de travail qui reconnaissent et visent à répondre aux besoins du personnel concernant l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie privée. L'entreprise possède des documents justificatifs démontrant qu'une organisation flexible des horaires de travail est accordée aux collaborateurs, pouvant fournir la preuve de possibilités de travail partiel, de télétravail ou de travail à distance, de partage d'emploi ou d'autres formes d'horaires de travail variables.

**Couverture des salariés en soins de santé****Formation de sensibilisation concernant la diversité, la discrimination et/ou le harcèlement****Mesures pour la prévention des troubles musculo-squelettiques****Informations**

L'entreprise met activement en oeuvre des mesures visant à prévenir les troubles musculosquelettiques.

**Conseils**

Les troubles musculo-squelettiques ou TMS sont des blessures et des troubles qui affectent négativement le mouvement du corps humain ou le système musculo-squelettique (c.-à-d. les muscles, les tendons, les ligaments, les nerfs, les vaisseaux sanguins, etc.). Quelques exemples de la façon dont les salariés peuvent souffrir de TMS sont: quand ils sont impliqués dans une tâche à répétition élevée, des efforts intenses et des postures anormales répétitives ou prolongées. Des exemples de mesures visant à réduire les TMS peuvent correspondre à la formation des salariés sur un processus d'ergonomie au travail et mettant l'accent sur l'intervention précoce (c.-à-d. lorsque les facteurs de risque font ressentir aux salariés les premiers signes de troubles musculo-squelettiques, l'entreprise peut éliminer ces facteurs et aider le salarié à retourner à un état de santé optimal avec un programme de soins proactifs).

### Évaluation régulière (au moins une fois par an) de la performance individuelle

#### Informations

L'entreprise effectue des évaluations régulières ou des entretiens de performance des salariés au moins une fois par an.

#### Conseils

L'entreprise a mis en place une évaluation régulière de la performance des salariés. Des évaluations régulières des salariés visent à évaluer le rendement des salariés et la productivité individuelle, et sont basées sur un processus systématique et régulier, combinant des éléments écrits et oraux et lié à des critères préétablis et aux objectifs de l'organisation. Une bonne pratique en la matière consiste à conduire un entretien avec le salarié au moins une fois par an, et à inclure les auto-évaluations des salariés afin de maintenir une implication des salariés dans leur propre performance et dans les objectifs généraux de l'organisation. Définir et mesurer les objectifs liés aux attentes de carrière du salarié, ainsi qu'inclure les impressions du manager et des pairs sur la performance du salarié sont autant d'éléments importants dans ce processus d'évaluation régulière.

### Formation des employés concernés sur les risques liés à la santé et la sécurité et sur les bonnes pratiques de travail

#### Informations

L'entreprise fournit des formations aux salariés concernés sur les risques liés à la santé et sécurité ainsi qu'aux bonnes pratiques du secteur.

#### Conseils

L'entreprise a mis en place une formation sur les questions de santé et sécurité. La formation à la sécurité vise à mettre en œuvre des procédures de santé et sécurité dans les pratiques spécifiques du métier, à la sensibilisation du personnel et à favoriser une montée en compétence à un niveau convenable. Par exemple, la formation de sécurité couvre des sujets tels que la prévention des accidents, la conformité avec les normes de sécurité, l'utilisation des équipements de protection individuelle, la sécurité des matières chimiques et dangereuses, et les procédures d'intervention d'urgence sur le lieu de travail. Une bonne pratique consiste à avoir une matrice de formation qui aide à assurer un suivi des salariés qui ont été formés, la date de formation, le thème de la formation, et les dates prévues pour les formations de perfectionnement. Le suivi des certificats de participation est également suggéré. Il est également recommandé d'effectuer la formation dans la langue que les salariés comprennent le mieux et de réaliser des tests ou des questionnaires pour s'assurer que le contenu de formation a été transmis avec succès aux participants.

## Résultats

### Reporting RSE standard sur les problématiques sociales et de droits de l'Homme

#### Informations

Il y a des preuves de reporting formel concernant les problématiques de pratiques du travail et des droits de l'homme dans la documentation justificative de l'entreprise, incluant des indicateurs clés de performance (KPI), des données statistiques ou des actions concrètes associées.

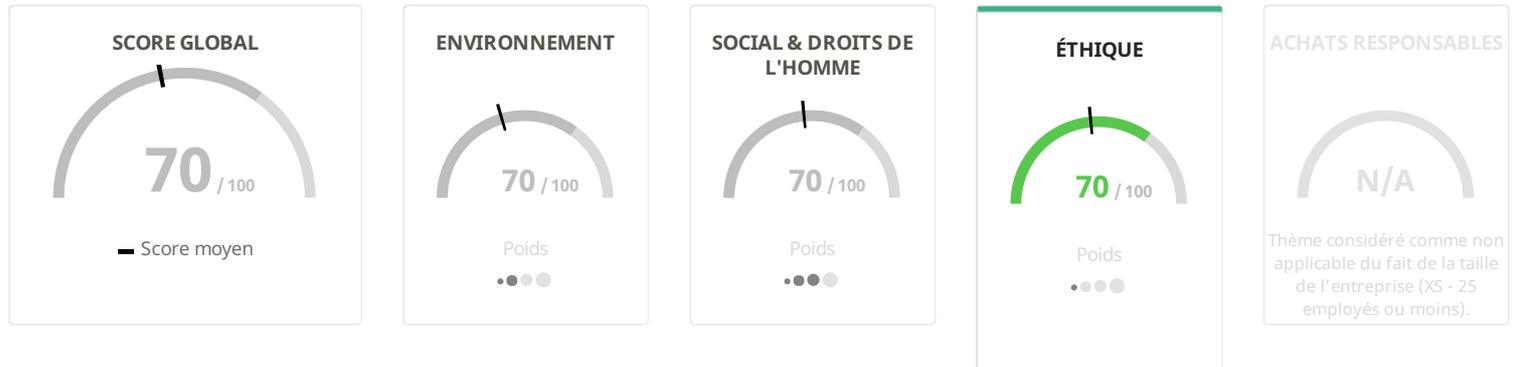
#### Conseils

Les items de reporting sont standards en termes qualitatifs et quantitatifs, couvrent les enjeux majeurs, sont suffisamment significatifs, et sont régulièrement actualisés. Les KPI peuvent inclure (mais ne sont pas limités à): les taux de fréquence et de sévérité des accidents, le pourcentage d' salariés couverts par des conventions collectives, par des formations de développement des compétences, et le pourcentage d' salariés formés sur les problématiques de discrimination. Un reporting complet sur les problématiques de pratiques de travail et des droits de l'homme suppose que les KPI sont rapportés dans un document formel, public et accessible aux parties prenantes, et sont conformes aux lignes directrices du Global Reporting Initiative ou d'autres standards de reporting RSE externes. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

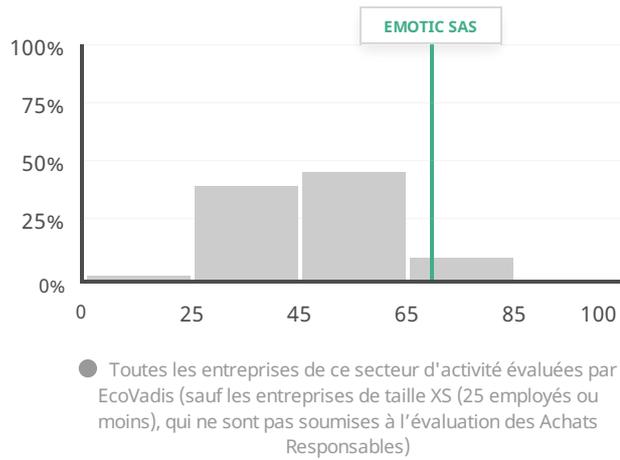
## 8. ÉTHIQUE

Ce thème cible principalement les problèmes de corruption, et tient compte des pratiques anticoncurrentielles et de la gestion responsable des informations.

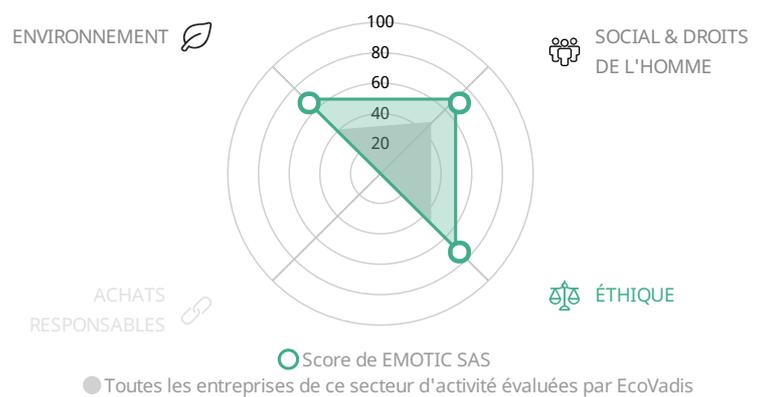
### Détail du score pour le thème Éthique



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



#### Éthique : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

#### Éthique : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

**Forces (5)**

**Politiques**

**Politique en matière de sécurité de l'information**

**Informations**

La société a publié une politique formalisée standard sur les enjeux de sécurité de l'information, qui contient des engagements sous la forme d'objectifs qualitatifs. La politique est formalisée dans un document tel qu'un Code de Conduite et contient au moins certains éléments organisationnels (e.g. périmètre d'application, attribution des responsabilités, processus de révision).

**Conseils**

Il est essentiel, pour les entreprises qui gèrent des données sensibles, de mettre en place des engagements sur la protection et la gestion responsable des données de tierces parties. Cela comprend la protection des données d'identification personnelle des clients et de la propriété intellectuelle de tierces parties.

**Politique sur la corruption**

**Informations**

Il existe une politique formalisée dans la documentation fournie par l'entreprise, intégrant des objectifs qualitatifs et/ou des engagements en matière de lutte contre la corruption, dont notamment les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent.

**Conseils**

Les problématiques concernant la corruption recouvrent toutes les formes de corruption au travail, y compris, entre autres, l'extorsion, les pots de vin, les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent. Une politique formalisée détaillée faisant partie d'un document autonome ou d'un Code d'Éthique / Conduite des Affaires inclut les problématiques susmentionnées et peuvent intégrer les éléments suivants: un champ d'application spécifique, des responsabilités dédiées, des objectifs quantitatifs et un processus de révision.

**Actions**

**Procédure d'alerte afin de signaler les problèmes en matière d'éthique**

**Informations**

L'entreprise a mis en place une procédure formalisée pour les lanceurs d'alertes, qui encourage les employés (et les parties prenantes externes) à signaler les potentielles infractions à la politique interne relative à l'éthique des affaires.

**Conseils**

Une procédure d'alerte est un mécanisme de grief permettant aux parties prenantes de signaler tout acte répréhensible, préoccupation ou violation des politiques d'éthique professionnelle. Une procédure d'alerte efficace doit mettre à la disposition des parties prenantes un canal de communication identifié leur permettant de signaler leurs préoccupations, et protéger la confidentialité des lanceurs d'alerte ainsi que leurs droits à ne pas subir de représailles. La procédure peut également être traitée par un tiers.

**Formation de sensibilisation pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information**

**Informations**

L'entreprise a dispensé à ses employés des formations de sensibilisation à la sécurité de l'information.

**Conseils**

La gestion de l'information désigne la procédure de collecte, de stockage, de gestion et conservation des informations de manière sécurisée sous toute forme. Grâce à l'utilisation de pratiques rigoureuses de gestion de l'information, les entreprises peuvent conserver leur crédibilité et la confiance de leurs clients. Une sensibilisation ou des formations sur ces pratiques sont régulièrement réalisées pour s'assurer que les collaborateurs connaissent les procédures et la politique de gestion de l'information de l'entreprise. Ces programmes peuvent être réalisés en ligne ou en présentiel, et ils devront comprendre des tests réguliers afin de garantir leur efficacité.

**Mesures visant à protéger les données des consommateurs/clients d'un accès ou d'une divulgation non autorisée****Informations**

L'entreprise a mis en place des mesures visant à protéger les données des consommateurs ou des clients d'un accès ou de diffusions non-autorisées.

**Conseils**

L'entreprise a pris des mesures afin de restreindre l'accès aux données des clients ou des consommateurs au sein de son périmètre opérationnel, ou a mis en place des mesures pour sécuriser ces données afin de les protéger d'un accès ou d'une divulgation non-autorisée.

## 9. ACHATS RESPONSABLES (N/A)

## 10. OBSERVATIONS « VEILLE 360° »

10 septembre 2021

**No records found for this company on Compliance Database**

null

→ Pas d'impact sur le score

Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, qui ont été identifiées via plus de 2 500 sources de données (dont des ONG, la presse et des syndicats). Les observations « Veille 360° » sont intégrées dans l'évaluation EcoVadis et peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.

### EcoVadis est en contact avec les sources internationales suivantes :

- Réseaux et initiatives RSE (par ex. : AccountAbility, Business for Social Responsibility, CSR Europe)
- Syndicats et organisations patronales
- Organisations internationales (par ex. : Nations unies, Cour européenne des droits de l'homme, Pacte Mondial, Organisation internationale du travail, Banque mondiale)
- ONG (par ex. : China Labor Watch, Greenpeace, WWF, Movimento Difesa del Cittadino)
- Instituts de recherche et presse spécialisée (par ex. : CSR Asia, Blacksmith Institute, CorpWatch)

## 11. COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES

Commentaires additionnels de nos analystes en rapport avec l'évaluation.

### Commentaires spécifiques

-  Aucun résultat dans la base de données de risque et de conformité des tiers.

---

-  Bien que l'entreprise ait mis en place des mesures sur les problématiques environnementales, les politiques ne sont pas formalisées ou sont seulement partielles.

---

-  L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les problématiques sociales et liées aux droits de l'Homme.

---

-  L'entreprise dispose d'un système de gestion avancé sur les enjeux d'éthique.

## 12. NOUS CONTACTER

Vous avez des questions ou vous avez besoin d'aide ? Visitez notre centre d'aide sur [support.ecovadis.com](https://support.ecovadis.com)

# ANNEXE :

## PROFIL DE RISQUE SECTEUR

---

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

EcoVadis s'appuie sur l'International Standard Industrial Classification of All Economic Activities (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique - ISIC) pour déterminer le secteur d'activité. Il s'agit d'une compilation de toutes les branches d'activité économique globales publiée par la Commission de statistique des Nations unies. Elle vise essentiellement à fournir un ensemble de catégories d'activité pouvant servir à la collecte et l'établissement de statistiques en fonction de ces activités.

Il est possible qu'une entreprise mène des opérations couvrant plus d'un secteur d'activité. Dans ces cas-là, EcoVadis classe les entreprises en fonction de leur principale activité, déterminée par le risque de RSE et / ou le chiffre d'affaires total.

## ACTIVATION DE CRITÈRES PAR THÈME :

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

### Environnement

|            |  |
|------------|--|
| Moyenne    | Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre |
| Non activé | Eau  |
| Non activé | Biodiversité   |
| Non activé | Pollutions locales & accidentelles                         |
| Moyenne    | Matières premières, produits chimiques & déchets           |
| Non activé | Utilisation du produit                                     |
| Non activé | Fin de vie du produit                                      |
| Non activé | Santé & sécurité des consommateurs                         |
| Non activé | Promotion et services environnementaux                     |

### Social & Droits de l'Homme

|            |   |
|------------|---|
| Moyenne    | Santé & sécurité des employés                               |
| Moyenne    | Conditions de travail                                       |
| Moyenne    | Dialogue social   |
| Moyenne    | Gestion des carrières & formation                           |
| Non activé | Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains |
| Élevée     | Diversité, discrimination & harcèlement                     |
| Non activé | Droits de l'homme des parties prenantes externes            |

### Éthique

|         |            |
|---------|------------|
| Moyenne | Corruption |
|---------|------------|

Moyenne

Pratiques anticoncurrentielles

Moyenne

Gestion responsable de l'information

**Achats Responsables**



Moyenne

Pratiques environnementales des fournisseurs

Moyenne

Pratiques sociales des fournisseurs

## PRINCIPAUX ENJEUX RSE

Obtenez une explication qualitative sur les principaux enjeux RSE et les risques associés à Programmation informatique; conseils et activités connexes



### Environnement

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre

#### Définition

Energy consumption (e.g. electricity, fuel, renewable energies) used during operations and transport. Greenhouse gases direct and indirect emissions including CO2, CH4, N2O, HFC, PFC and SF6. Also includes production of renewable energy by the company.

#### Enjeux du secteur d'activité

The nature of the activities in the sector requires a dependence on IT devices, significant office space, and the transport of employees. The use of energy-efficient equipment (e.g. Energy Star labelled), purchase of green/renewable power, and employee awareness programs are additional measures to consider when managing energy consumption in large commercial facilities. In order to reduce GHG emissions from transport, companies engaged in computer programming (as with all businesses) should promote the use of web-based conferencing and eco-friendly transport options for employees.

Moyenne

Matières premières, produits chimiques & déchets

#### Définition

Consumption of all types of raw materials and chemicals. Non-hazardous and hazardous waste generated from operations. Also includes air emissions other than GHG (e.g. SOx, NOx).

#### Enjeux du secteur d'activité

Waste emissions in this sector, particularly IT and electronics waste, have a significant impact on the environment when not disposed of appropriately. Much of the waste that is generated through systems upgrades, including computer equipment, printer cartridges and toners are subject to stringent regulations (e.g. WEEE in Europe), and therefore should be managed effectively to regulatory compliance requirements. Additional waste streams common for companies engaged in IT related business include paper and other sources of general office waste, all of which should be recycled or disposed of safely. The collection and recycling of e-waste is important for sector sustainability; therefore, IT firms should develop internal waste management awareness programs and recycling systems.



### Social & Droits de l'Homme

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Santé & sécurité des employés

#### Définition

Deals with health and safety issues encountered by employees at work i.e. during operations and transport. Includes both physiological and psychological issues arising from, among others, dangerous equipment, work practices and hazardous substance.

#### Enjeux du secteur d'activité

Given that companies engaged in programming, consultancy and related activities have no manufacturing activities, health and safety issues are limited to stress and psychological issues, and repetitive strain due to non-ergonomic work stations. Health and safety programs should be developed that include training employees in stress and ergonomic management to avoid high rates of employee absenteeism.

Moyenne

Conditions de travail

**Définition**

Deals with working hours, remunerations and social benefits granted to employees.

**Enjeux du secteur d'activité**

According the PwC, given the opportunity, 64% of Millennials (and 66% of non-Millennials) would like to occasionally work from home(3). Apart from standard working conditions applicable to any activity (e.g. working hours, holidays, wages and benefits), companies engaged in computer programming and consulting activities face non-specific issues due to the manufacturing activity involving employees. Measures such as shift allowance, personal & medical insurance can be implemented to improve work/life balance by reducing the consequences of their position in their life outside of work. However, computer programming and consulting companies with operations (contracting discussed in SUP2) in identified high risk countries, particularly India where IT related industries are well developed, should certainly respect local labor laws, but adhere to international norms as they are more rigorous and supportive of workers.

Moyenne

Dialogue social

**Définition**

Deals with structured social dialogue i.e. social dialog deployed through recognized employee representatives and collective bargaining.

**Enjeux du secteur d'activité**

The Global poll 2012 led by the International Trade Union Confederation (ITUC) shows that 70% of workers from 13 countries worldwide think current labor laws provide inadequate legal protection on wages and 44% think the legal framework does not ensure reasonable working hours(4). A sound and structured social dialog is thus of importance.

Moyenne

Gestion des carrières & formation

**Définition**

Deals with main career stages i.e. recruitment, evaluation, training and management of layoffs.

**Enjeux du secteur d'activité**

Although the computer programming sector has a skilled workforce, career management and training is a key issue to maintain a skilled workforce. Training programs should be implemented by companies to address rapid changes occurring in the IT field, particularly developments in data security and management. Human error has been blamed, by some accounts, for 35 percent of data breaches in recent years, which reaffirms the need for professional development programs in companies involved in programming(2). Additionally, career management strategies are important for both companies and employees that want to explore a broad range of fields associated with the IT field.

Élevée

Diversité, discrimination & harcèlement

Définition

Deals with discrimination and harassment prevention at the workplace. Discrimination is defined as different treatment given to people in hiring, remuneration, training, promotion, termination; based on race, national origin, religion, disability, gender, sexual orientation, union membership, political affiliation or age. Harassment may include physical, psychological and verbal abuse in the work environment.

Enjeux du secteur d'activité

Promoting diversity through non-discrimination policies and practices has positive impacts on both workplace motivation and has been shown to Diversity at work on the other hand is believed to have positive impacts on companies' financial performance. When effective non-discrimination policies not in place however, companies risk financial penalties in countries that have laws and regulations prohibiting discrimination based on various personal characteristics. There is a general lack of women in the IT sector companies, therefore companies should establish proactive measures promoting additional women in the workforce(5). There is a considerable amount of international mobility in this sector; therefore, human rights impact assessments should be performed to identify regulations regarding anti-discriminatory practices in order to establish HR processes that address the issue.



Éthique

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Corruption

Définition

Deals with all forms of corruption issues at work, including among other things extortion, bribery, conflict of interest, fraud, money laundering.

Enjeux du secteur d'activité

Corruption and bribery issues are major issues for any company, particularly when operating in risk countries. Regulations such as the Foreign Corrupt Practice Act (FCPA) in the US address these issues and make it unlawful to make payments to assist in obtaining or retaining business. Collusion, bribery and conflicts of interest between software manufactures/publishers and large-scale IT consultant firms can undermine sustainable IT program development goals when consultants place the interests of 3rd parties above the interests client's sustainability needs.

Moyenne

Pratiques anticoncurrentielles

Définition

Deals with anti-competitive practices including among others: bid-rigging, price fixing, dumping, predatory, pricing, coercive monopoly, dividing territories, product tying, limit pricing, and the non respect of intellectual property.

Enjeux du secteur d'activité

Modern information technology has significantly increased the risk of industrial espionage and the theft of commercial information. Employees in sectors in this category are hired to perform tasks that grant them access to significant information streams, much of which is non-public and strategic in nature. Companies engaged the in computer programming should emphasize intellectual property protection in their Codes of Conduct, provide a whistle-blowing system, and extensively train employees about the value of intellectual property protection in company performance sustainability.

Moyenne

Gestion responsable de l'information

Définition

Deals with third-party data protection and privacy which encompasses the protection of customer personal identification information (PII) and third party intellectual property rights.

Enjeux du secteur d'activité

Companies collect, process and share confidential information belonging to third-parties in order to operate their business. Third-party confidential information includes employee and consumer personal identification information, third parties' intellectual property, and business partner trade secrets. Companies are legally mandated in several jurisdictions to manage third party data responsibly. Breaches of third-party data, including proprietary intellectual property, trade secrets and employee and consumer PII expose companies to operational seizures, financial and reputational impacts caused by stakeholder lawsuits and regulatory penalties. The financial impacts of information security breaches can be both immediate and drawn out over several years, due to possible litigation action by parties who lost confidentiality of their information entrusted to the breached company. The costs of regulatory violations remain severe, and proposed changes to major regulatory frameworks in major countries are likely to impose greater fines. Ponemon Institute estimates the global average cost of a cyber-attack to be US\$3.86 million(6). Given the functional access that computer programmers have to customer data streams, companies engaged in computer programming must prioritize data security. Employees hired to perform computer programming are entrusted with information that can expose not only clients to IP theft, but also the clients' customers' data and IP. Investigations into recent customer data security breaches have uncovered the involvement of computer programmers in data theft schemes, though usually internal programmers(7). Companies engaged in computer programming, especially in a consultative capacity, must place an emphasis on data security and privacy in their Codes of Conduct, provide a whistle-blowing system, include data security in employee training, and update systems and processes to meet the ISO 27000 standards.



Achats Responsables

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Pratiques environnementales des fournisseurs

Définition

Deals with environmental issues within the supply chain i.e. environmental impacts generated from the suppliers and subcontractors own operations and products.

Enjeux du secteur d'activité

Due to the significant demand for IT equipment that computer programming companies maintain to perform their job functions, sustainable procurement is important for the sustainability of the industry. Companies engaged in computer programming and other IT activities rely heavily on products that have significant harmful effects on the environment throughout the life cycles of the products. Computer upgrades should therefore take into account environmental impacts by purchasing equipment that has a higher quantity of recyclable parts, low emissions of noise and radiation, and packaging that is easily recyclable or reusable. When available for specific products, companies can verify the specifications and eco-impacts through certification bodies (e.g. Energy-Star).

Moyenne

## Pratiques sociales des fournisseurs

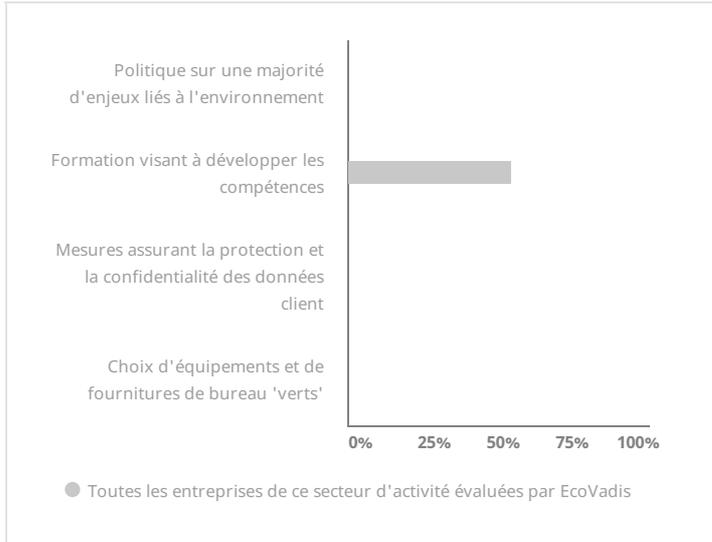
**Définition**

Deals with labor practices and human rights issues within the supply chain i.e. labor practices and human rights issues generated from the suppliers and subcontractors own operations or products.

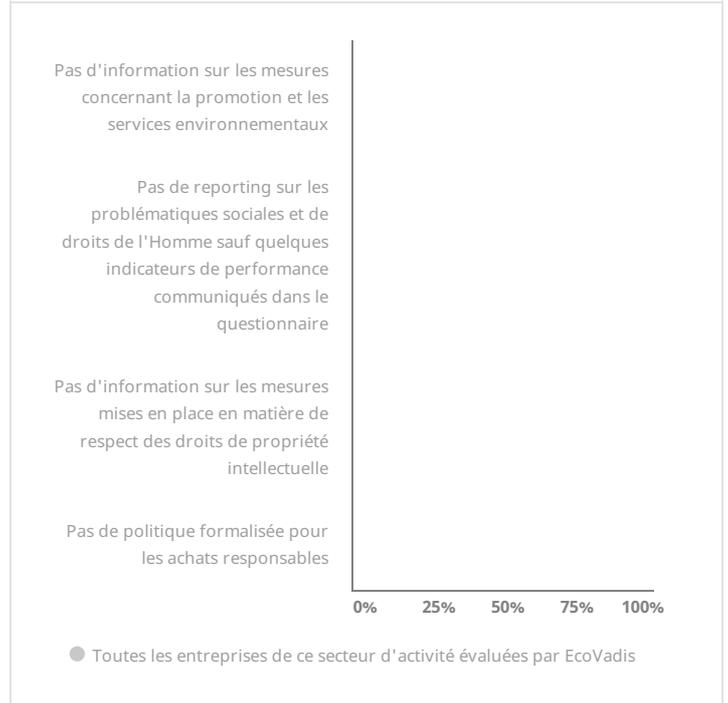
**Enjeux du secteur d'activité**

The manufacturing process of electronics has, for many years, been a source of substantial labor and human rights abuses, particularly in identified high risk countries. Factory workers are exposed to hazardous chemicals and dangerous machinery that, when located in identified high risk countries, is neglected due to weak local health and safety regulations. To exacerbate the situation at this level of the electronics supply chain, most of the manufacturing for this sector is performed in identified high risk countries. While industry initiatives (notably the Electronics Industry Citizen Coalition) have been developed with the goal of eradicating labor and human rights abuses, issues still remain that require the attention of companies engaged in the IT programming sector in order to gain visibility of their supply chains. External are effective information gathering tools, as are the collaborative efforts to promote whistle-blowing systems.

### Principales forces du secteur d'activité



### All companies rated by EcoVadis in this industry



**Vue d'ensemble des KPI RSE**

| KPI  | Toutes les entreprises de ce secteur d'activité évaluées par EcoVadis |
|--|---|
| <b>Audit ou évaluation des fournisseurs en matière de RSE</b>                          | 30%   |
| <b>Certification ISO 14001 (concernant au moins un site opérationnel)</b>              | 32%   |
| <b>Certification ISO 45001/ OHSAS 18001 (concernant au moins un site opérationnel)</b> | 21%   |
| <b>Participant au Carbon Disclosure Project (CDP)</b>                                  | 6%  |
| <b>Politique d'achats responsables formalisée</b>                                      | 24%   |
| <b>Procédure d'alerte mise en place</b>  | 36%   |
| <b>Reporting sur la consommation d'énergie ou les émissions de GES</b>                 | 29%   |
| <b>Reporting sur les indicateurs de santé et de sécurité</b>                           | 23%   |
| <b>Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies</b>                                   | 10%   |

## Principales réglementations et initiatives

### Certification 80 PLUS

<http://www.80plus.org/>

80 PLUS is an electric utility-funded incentive program to integrate more energy-efficient power supplies into desktop computers and servers.

 **Environnement**

### Label de responsabilité sociale des call centers - Association Française de la Relation Client

<http://www.afrc.org/pageLibre000100d4.php>

Ce "label responsabilité sociale" propose une alternative à une logique axée sur la recherche systématique d'optimisation des coûts.

 **Social & Droits de l'Homme**

### The Green Grid

<http://www.thegreengrid.org/>

The Green Grid Association is a 501(c)6 non-profit, open industry consortium of end users, policy makers, technology providers, facility architects, and utility companies that works to improve the resource efficiency of information technology and data centers throughout the world. With more than 175 member companies around the world, The Green Grid seeks to unite global industry efforts, create a common set of metrics, and develop technical resources and educational tools to further its goals.

 **Environnement**

### ISACA - Code of Professional Ethics

<http://www.isaca.org/Certification/Code-of-Professional-Ethics/Pages/default.aspx>

ISACA is a global network of more than 100,000 members covering a variety of professional IT-related positions. ISACA sets forth a Code of Professional Ethics to guide the professional and personal conduct of members of the association and/or its certification holders.

 **Éthique**

### Universal Declaration of Human Rights

<http://www.un.org/Overview/rights.html>

 Réglementation

The Universal Declaration of Human Rights (UDHR) is an advisory declaration adopted by the United Nations General Assembly (10 December 1948)

 **Social & Droits de l'Homme**

### EU directive EuP (Energy using Products)

[http://ec.europa.eu/enterprise/eco\\_design/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/eco_design/index_en.htm)

 Réglementation

The directive 2005/32/EC became law in the European Union on August 2005. The EuP Directive focus on the design phase to improve energy efficiency of energy using products.

 **Environnement**

### Label Energy Star

<http://www.energystar.gov/>

Energy star is a voluntary labeling program designed to identify and promote energy efficient products. It was first created as a United States government program, but Australia, Canada, Japan, New Zealand, Taiwan and the European Union have also adopted the program.

 **Environnement**

### Charte de la diversité en entreprise (French Diversity Charter)

<http://www.diversity-charter.com/>

The Diversity Charter is a written commitment that can be signed by any company, regardless of its size, that wishes to ban discrimination in the workplace and makes a decision to work towards creating diversity.

 **Social & Droits de l'Homme**

### Standard ISO 14000 (International Standard Organisation)

[http://www.iso.org/iso/iso\\_14000\\_essentials](http://www.iso.org/iso/iso_14000_essentials)

The ISO 14000 family addresses various aspects of environmental management

 **Environnement**

### International Labor Organization's Fundamental Conventions

[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed\\_norm/--declaration/documents/publication/wcms\\_095895.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_norm/--declaration/documents/publication/wcms_095895.pdf)

 Réglementation

The Governing Body of the International Labour Office has identified eight Conventions as fundamental to the rights of human beings at work. These rights are a precondition for 12 the others in that they provide a necessary framework from which to strive freely for the improvement of individual and collective conditions of work.

 **Social & Droits de l'Homme**

**Standard OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series)**

<http://www.ohsas-18001-occupational-health-and-safety.com/index.htm>

OHSAS 18000 is an international occupational health and safety management system specification.

 **Social & Droits de l'Homme**

**United Nations Convention against Corruption (UNCAC)**

<http://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/index.html>

 Réglementation

The UNCAC is the first leg12y binding international anti-corruption instrument. In its 8 Chapters and 71 Articles, the UNCAC obliges its States Parties to implement a wide and detailed range of anti-corruption measures affecting their laws, institutions and practices.

 **Éthique**

**OECD guidelines for multinational enterprises**

[http://www.oecd.org/about/0,2337,en\\_2649\\_34889\\_1\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34889_1_1_1_1_1,00.html)

The Guidelines are recommendations addressed by governments to multinational enterprises operating in or from adhering countries. They provide voluntary principles and standards for responsible business conduct in a variety of areas including employment and industrial relations, human rights, environment, information disclosure, combating bribery, consumer interests, science and technology, competition, and taxation.

 **Tous les thèmes**

**Standard ISO 26000 (International Standard Organisation)**

<http://www.iso.org/iso/pressrelease.htm?refid=Ref972>

The future International Standard ISO 26000, Guidance on social responsibility, will provide harmonized, glob12y relevant guidance based on international consensus among expert representatives of the main stakeholder groups and so encourage the implementation of best practice in social responsibility worldwide.

 **Tous les thèmes**

**Foreign Corrupt Practices Act of 1977**

<http://www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa/>

 Réglementation

The Foreign Corrupt Practices Act of 1977 (FCPA) prohibits payments, gifts, or Practices Act contributions to officials or employees of any foreign government or government-owned business for the purpose of getting or retaining business.

 **Éthique**

**United Nations Global Compact (10 principles)**

<http://www.unglobalcompact.org/AboutTheGC/TheTenPrinciples/index.html>

The Global Compact asks companies to embrace, support and enact, within their sphere of influence, a set of ten principles in the areas of human rights, labour standards, the environment, and anti-corruption:

 **Tous les thèmes**

**Standard Global Reporting Initiative's (GRI)**

<http://www.globalreporting.org/Home>

The GRI is a network-based organization, that has set out the principles and indicators that organizations can use to measure and report their economic, environmental, and social performance.

 **Tous les thèmes**

**Carbon disclosure project**

<https://www.cdp.net>

CDP is an international, not-for-profit organization providing the only global system for companies and cities to measure, disclose, manage and share vital environmental information.

 **Environnement**

## Sources

1- Towards Green ICT Strategies: Assessing Policies and Programmes on ICT and the Environment

<http://www.oecd.org/internet/ieconomy/42825130.pdf>

2- 2013 Cost of Data Breach Study: Global Analysis

[https://www4.symantec.com/mktginfo/whitepaper/053013\\_GL\\_NA\\_WP\\_Ponemon-2013-Cost-of-a-Data-Breach-Report\\_daiNA\\_cta72382.pdf](https://www4.symantec.com/mktginfo/whitepaper/053013_GL_NA_WP_Ponemon-2013-Cost-of-a-Data-Breach-Report_daiNA_cta72382.pdf)

3- Missed Alarms and 40 Million Stolen Credit Card Numbers: How Target Blew It

<http://www.businessweek.com/articles/2014-03-13/target-missed-alarms-in-epic-hack-of-credit-card-data>

4- Millennial Workers Want Greater Flexibility, Work/Life Balance, Global Opportunities

<http://press.pwc.com/global/nextgen-global-generational-study/s/376ce2a9-1769-46f2-a228-8b97d252f660>

5- ITUC Global Poll 2012

[http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/itucreport\\_2012.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/itucreport_2012.pdf)

6- IT gender gap: Where are the female programmers?

<http://www.techrepublic.com/blog/software-engineer/it-gender-gap-where-are-the-female-programmers/>

7- Workplace Violence and Harassment: a European Picture

<https://osha.europa.eu/en/publications/reports/violence-harassment-TERO09010ENC/>

8- Larry Ponemon, 2018, Calculating the Cost of a Data Breach in 2018, the Age of AI and the IoT.

<https://securityintelligence.com/ponemon-cost-of-a-data-breach-2018/>

9- Banking's Data Security Crisis, 2008, The Forbes.

[http://www.forbes.com/2008/11/21/data-breaches-cybertheft-identity08-tech-cx\\_ag\\_1121breaches.html](http://www.forbes.com/2008/11/21/data-breaches-cybertheft-identity08-tech-cx_ag_1121breaches.html)